



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-109133>

Département(s) de publication : **99**

Annonce n° **24-109133**

Fournitures

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :** Délégation Paris Normandie du C.N.R.S. pour le compte du Centre français des études éthiopiennes (CFEE).

**Correspondant :** Icarre Anthony

**Adresse :** SFC - SECTEUR ACHATS 3 RUE MICHEL ANGE Délégation Paris-Normandie, 75794 Paris cedex 16

**Coordonnées :**

**Téléphone :** 0144964482

**Courriel :** dr16.sfc.marches@cnrs.fr

### Section 2 - Description du marché

**Objet du marché :** Le marché a pour objet la fourniture et livraison des éléments de serrurerie et de tôlerie des lustres, supports de lustres (tringles, cornières, feuillard) et suspente pour la fabrication de luminaire à destination des églises de Lalibela en Ethiopie. L'accord-cadre consiste également à fabriquer la structure des lustres et leurs supports. La fabrication des lustres nécessite notamment une coordination avec le titulaire ERCO lumières du marché portant sur la fourniture des luminaires : la fourniture des spots, rails, raccord de rail, transformateurs, élément d'alimentation des rails. La présente consultation est passée par la Délégation Paris-Normandie du CNRS pour le compte du Centre français des études éthiopiennes (CFEE). La présente consultation se déroule selon les règles qui sont décrites dans le présent avis d'appel à la concurrence d'une part et dans le règlement de la consultation (RC) d'autre part.

**Lieu de livraison :** Atelier du centre français d'études éthiopiennes (CFEE) Lalibela, Ethiopie Si pour des raisons de sécurité la livraison du matériel n'est pas possible jusqu'à LALIBELA, les fournitures doivent être livrées au CFEE sans surcoût à l'adresse suivante : Centre français d'études éthiopiennes (CFEE) - (UMIFRE-USR3137) Ambassade de France en Ethiopie P.O.Box 5554 Addis-Abeba, Ethiopie Le choix définitif du lieu de livraison, Lalibela ou Addis Abeba, est déterminé par le CFEE en fonction du contexte local et que le titulaire en sera informé le moment venu.

### Section 3 - Caractéristiques du marché

**Caractéristiques principales :** Le présent accord-cadre est conclu suite à une décision de déclaration sans suite de deux des trois lots dans le cadre d'une procédure formalisée d'appel d'offre ouvert.

Conformément aux articles R. 2185-1 et R. 2185-2 du Code de la commande publique, le CNRS a décidé de mettre fin à la présente procédure infructueuse pour motif d'intérêt général et de relancer le lot n°1 en procédure adaptée.

**Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) :** Les fournitures faisant l'objet du présent accord-cadre sont reprises dans le bordereau de prix unitaire et le détail quantitatif estimatif.  
**Refus des variantes.**

## Section 4 - Durée du marché ou délai d'exécution

6 mois à compter de la notification du marché.

## Section 7 - Critères d'attribution

**Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)**

## Section 8 - Mode de passation du marché

Type de procédure : procédure adaptée

## Section 10 - Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 18/10/2024 à 12:00

## Section 11 - Autres renseignements

**Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :** 2400659

**Renseignements complémentaires :** Les prestations du présent accord-cadre ne sont pas alloties. Les prestations du présent accord-cadre ne sont pas alloties. Conformément à l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre n'est pas alloti. Les prestations ne peuvent être considérées comme distinctes puisque celles-ci sont certes d'une nature différente, mais elles ne répondent pas à des besoins dissociables. Par ailleurs, tout en étant de nature différentes, ces prestations objet du présent accord-cadre ne peuvent pas être considérées comme distinctes en raison de la zone géographique du bénéficiaire. Les candidats pourront retirer le dossier de consultation (DCE) gratuitement à l'adresse suivante : <https://puma.cnrs.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=510431&orgAcronyme=t5y> . Le mode de communication choisi par le CNRS pour communiquer avec les candidats pendant la consultation est la plateforme de dématérialisation disponible sur le site internet suivant : <https://puma.cnrs.fr/entreprise> . A ce titre, l'adresse électronique du candidat doit être valide et sera utilisée par le CNRS comme l'adresse électronique pour communiquer dans le cadre de la procédure et jusqu'à la fin de celle-ci. Le CNRS entend utiliser la plateforme pour répondre aux questions qui lui seront posées et pour informer les candidats d'éventuelles modifications ou ajouts au DCE. Or, seuls les candidats ayant fourni une adresse valide pourront être avisés de ces événements. Le CNRS décline donc toute responsabilité pour le cas où un candidat non inscrit n'aurait pas eu connaissance d'une modification, quand bien même cette méconnaissance aboutirait au rejet de son offre. Dans le cas de non identification, il vous appartiendra de récupérer, par vos propres moyens, les informations communiquées. Le candidat remet sa candidature et son offre de manière dématérialisée uniquement sur la plate-forme précitée. Un guide d'utilisation à destination des candidats est disponible sur le site dans l'onglet AIDE. En cas de difficultés, il est possible de contacter le support CLIENTS. Adresse de l'instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75004, Paris, F Délais et voies de recours : Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (Cja), pouvant être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché; Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 521-23 du CJA, pouvant être exercé dans les délais Prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Référé contractuel après la signature dun marché

spécifique dans un délai de 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci, dans les conditions fixées aux articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative ; Recours en pleine juridiction contestant la validité du marché dans un délai de deux (2) mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées au sens de la décision Département De Tarn-Etgaronne (CE, Ass., 4 avril 2014, no 358994). Ce recours en contestation de validité peut être assorti d'une demande tendant sur le fondement de l'article L.521-1 du code de justice administrative, à la suspension de l'exécution du contrat.

## **Section 12 - Adresses complémentaires**

**Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :**

**Coordonnées :**

**Adresse internet :** <https://puma.cnrs.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=510431&orgAcronyme=t5y>

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication : 26/09/2024**